



L'UD CGT 13 apporte son soutien plein et entier à notre camarade de l'Union Locale CGT de Toulon menacé de mort par l'extrême droite.

- Début avril 2026 s'est ouvert un procès à la cour d'assises de Paris. Les prévenus sont jugés pour tentative d'assassinat d'un délégué syndical CGT.
 - Début avril 2026, ce sont des menaces de mort qui visent le Secrétaire de l'Union Locale CGT de Toulon.
- Ces deux événements ne sont pas des faits divers.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que des syndicalistes CGT sont menacé-es de mort.

Avec d'autres – journalistes, humanitaires, militant-es pour les droits sociaux et humains, lanceurs d'alerte...), chaque jour sur la planète, des syndicalistes subissent violences, prison mais aussi assassinats par des escadrons de la mort para-militaires ou par... des tribunaux.

Chaque fois qu'un-e syndicaliste est l'objet de pressions ou de menaces, il faut mettre en regard l'état des libertés individuelles, collectives, le droit du travail, l'absence ou le recul de la démocratie.

Ce que nous trouvons aussi, chaque fois qu'un-e syndicaliste est menacé-e, ce sont des intérêts privés. C'est la captation et la prédation par une minorité des richesses produites par le travail.

En France, comment ne pas évoquer la dégradation générale des relations sociales et la répression dont sont victimes un certain nombre de délégué-es syndicaux, notamment de la CGT, dans les entreprises et administrations ?

La répression syndicale touche l'ensemble des secteurs professionnels. Nous sommes désormais en présence de ce que l'on pourrait appeler une dérive patronale et autoritaire, illustrant un rejet du fait syndical par une partie active des détenteurs du pouvoir économique et politique.

Ces mêmes détenteurs du pouvoir économique et politique, ce « grand patronat » qui ne fait pas que banaliser l'extrême droite mais décide de miser sur elle pour l'avenir, pour maintenir son affairisme, ses niches fiscales, au détriment de l'intérêt général, de la population et de la planète.

Une extrême-droite qui a en détestation la Démocratie et l'État de droit, qui hait la CGT pour son engagement émancipateur auprès des travailleuses et travailleurs, une extrême droite qui déjeune au restaurant Drouant le 7 avril 2026 en compagnie des patrons de LVMH, Cap Gemini, Renault, TotalEnergies, Accor, Engie, Bolloré fils, Stérin, etc. la fine fleur du capitalisme français.

Alors oui, l'extrême droite est le pantin utile d'un capitalisme qui est prêt à tout pour sauvegarder ses intérêts.

Et si une chose est sûre, c'est que l'extrême droite n'est qu'une imposture sociale, un danger pour la démocratie.

D'ailleurs elle n'a jamais été patriote mais toujours du côté des profiteurs.

Elle sait que sur son chemin elle doit affronter un syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

Tandis que l'extrême centre veut remettre en cause le 1^{er} mai férié et chômé - journée internationale de solidarité et de lutte des travailleuses et des travailleurs -, l'extrême droite menace de mort notre camarade de l'Union Locale CGT de Toulon. Chassez le naturel, il revient au galop.

Cette liberté syndicale qu'ils détestent. Cette égalité sociale qu'ils abhorrent.

Cette fraternité et cette sororité qu'ils haïssent...

Nous les faisons vivre et nous les ferons vivre !

No pasaràn !